

Les fake news de l'État profond : Les manipulateurs du gouvernement contrôlent le cycle de l'information



[Source : aubedigitale.com]

Par John & Nisha Whitehead

« Nous, les Américains, sommes les ultimes innocents. Nous sommes toujours prêts à croire que, cette fois, le gouvernement nous dit la vérité ».

Sydney Schanberg, ancien journaliste du New York Times

Parlons de fake news, d'accord ?

Il y a d'abord les « fake news » classiques, qui ne sont pas vraiment des « nouvelles », mais plutôt des informations titillantes, dignes d'un tabloïd, colportées par toute personne disposant d'un compte Twitter, d'une page Facebook et d'une imagination débordante.

Ces histoires vont du ridicule et du clic évident à la satire et à la manipulation politique.

Toute personne dotée d'un peu de bon sens et d'un accès à l'internet devrait être en mesure de démêler le vrai du faux dans ces histoires en effectuant quelques recherches élémentaires.

Si ces histoires prospèrent, c'est en grande partie grâce à la crédulité générale, à la paresse et à l'analphabétisme médiatique du grand public, qui,

par sa docte conformité, pose rarement des questions, remet en cause ou confronte.

Il y a ensuite le type de nouvelles plus sournoises diffusées par l'un des plus grands propagateurs de fake news : le gouvernement américain.

Au milieu de l'apoplexie soigneusement entretenue par le gouvernement et les médias d'entreprise sur les fake news, vous n'entendrez pas beaucoup parler du propre rôle du gouvernement dans la production, la mise en place et le colportage de fake news axées sur la propagande – souvent avec l'aide des médias d'entreprise – parce que ce n'est pas comme ça que le jeu fonctionne.

Pourquoi ?

Parce que le pouvoir en place ne veut pas que nous soyons sceptiques à l'égard du message du gouvernement ou de ses complices des grands médias. Ils ne veulent pas que nous fassions preuve de plus de discernement lorsqu'il s'agit des informations que nous consommons en ligne. Ils veulent simplement que nous nous méfions des sources d'information indépendantes ou alternatives tout en leur faisant confiance, ainsi qu'à leurs collègues des grandes entreprises, pour qu'ils vérifient les informations pour nous.

En effet, ces dernières années, Facebook et Google se sont commodément désignés comme les arbitres de la vérité sur l'Internet afin de filtrer ce qui est manifestement faux, spam ou machine à clics.

Il s'agit non seulement d'un dangereux précédent de censure totale par des entreprises connues pour leur collusion avec le gouvernement, mais aussi d'un tour de passe-passe habile qui détourne l'attention de ce dont nous devrions vraiment parler : le fait que le gouvernement est devenu dangereusement incontrôlable, alors que les soi-disant grands médias d'information, qui sont censés agir comme un rempart contre la propagande gouvernementale, sont au contraire devenus les porte-parole de la plus grande entreprise du monde, le gouvernement des États-Unis.

Comme le rapporte le journaliste chevronné Carl Bernstein, qui, avec Bob Woodward, a fait éclater le scandale du Watergate, dans son volumineux article paru en 1977 dans Rolling Stone, intitulé « La CIA et les médias », « plus de 400 journalistes américains [...] se sont rendus coupables d'une violation des droits de l'homme » :

« Au cours des vingt-cinq dernières années, plus de 400 journalistes américains ont secrètement effectué des missions pour la Central Intelligence Agency... Il y a eu coopération, accommodement et chevauchement. Les journalistes ont fourni une gamme complète de services clandestins... Les journalistes partageaient leurs carnets de notes avec la CIA. Les rédacteurs en chef partageaient leurs équipes. Certains journalistes étaient des lauréats du prix Pulitzer, d'éminents reporters... Dans de nombreux cas, les documents de la CIA montrent que des

journalistes ont été engagés pour effectuer des tâches pour la CIA avec l'accord des directions des principaux organes de presse américains ».

Bernstein fait référence à l'opération « Mockingbird », une campagne de la CIA lancée dans les années 1950 pour transmettre des rapports de renseignement aux journalistes de plus de 25 grands journaux et agences de presse, qui les régurgitaient ensuite pour un public inconscient du fait qu'ils étaient nourris de propagande gouvernementale.

Dans certains cas, comme le montre Bernstein, les membres des médias ont également servi de prolongement à l'État de surveillance, les journalistes effectuant des missions pour le compte de la CIA.

Des cadres de CBS, du New York Times et du magazine Time ont également travaillé en étroite collaboration avec la CIA pour contrôler les informations. Bernstein écrit : « Parmi les autres organisations qui ont coopéré avec la CIA figurent l'American Broadcasting Company, la National Broadcasting Company, l'Associated Press, United Press International, Reuters, Hearst Newspapers, Scripps-Howard, le magazine Newsweek, le Mutual Broadcasting System, le Miami Herald et les anciens Saturday Evening Post et New York Herald-Tribune. »

[Voir aussi :

- ▶ Les relations troubles entre les journalistes et la CIA
- ▶ Covid – Le journal allemand SPIEGEL admet avoir échoué dans son rôle de quatrième pouvoir
- ▶ Comment les médias sont achetés et corrompus
- ▶ Médias, information et mondialisation libérale]

En fait, en août 1964, les principaux journaux du pays, dont le Washington Post et le New York Times, se sont fait l'écho de l'affirmation de Lyndon Johnson selon laquelle le Nord-Vietnam avait lancé une deuxième série d'attaques contre des destroyers américains dans le golfe du Tonkin. Aucune attaque de ce type n'avait eu lieu, mais le mal était fait. Comme le rapportent Jeff Cohen et Norman Solomon pour Fairness and Accuracy in Reporting :

« En présentant les affirmations officielles comme des vérités absolues, le journalisme américain a ouvert les vannes de la sanglante guerre du Viêt Nam ».

Nous sommes au début des années qui ont suivi le 11 septembre, lorsque, malgré l'absence de données crédibles prouvant l'existence d'armes de destruction massive, les grands médias ont pris le train en marche pour faire sonner les tambours de la guerre contre l'Irak. Comme le dit Robin Abcarian, chroniqueur au Los Angeles Times :

« Notre gouvernement... a utilisé son immense tribune pour écraser les chiens de garde... Beaucoup se sont laissés séduire par l'accès à des initiés de l'administration, ou ont été sensibles au tambour de la rhétorique coordonnée du gouvernement ».

John Walcott, chef du bureau de Washington de Knight-Ridder, l'une des seules agences de presse à avoir contesté les raisons invoquées par le gouvernement pour justifier l'invasion de l'Irak, suggère que la raison de l'acceptation facile des médias est que « trop de journalistes, y compris certains très célèbres, ont renoncé à leur indépendance pour faire partie de la classe dirigeante ». Comme le dit la devise, « le journalisme consiste à dire la vérité au pouvoir, pas à l'exercer ».

Si c'est ce qui se passait à l'époque, il y a fort à parier que c'est encore le cas aujourd'hui, à ceci près qu'il a été reclassé, rebaptisé et dissimulé derrière des couches de secret gouvernemental, d'obscurcissement et de manipulation.

Dans son article intitulé « Comment le gouvernement américain tente de contrôler ce que vous pensez », le *Washington Post* souligne que « les agences gouvernementales ont historiquement pris l'habitude de franchir la ligne floue qui sépare l'information du public de la propagande ».

Ainsi, qu'il s'agisse de la guerre froide, de la guerre du Viêt Nam, de la guerre du Golfe, de l'invasion de l'Irak par le gouvernement sur la base de fabrications absolues, de la guerre russo-ukrainienne ou de la guerre actuelle du gouvernement contre le terrorisme, la vie privée et les lanceurs d'alerte, ces événements sont le fruit de la propagande élaborée par une machine corporative (le gouvernement contrôlé par les entreprises) et transmise au peuple américain par l'intermédiaire d'une autre machine corporative encore (les médias contrôlés par les entreprises).

« Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il existe une stratégie concertée pour manipuler la perception globale. Et les médias agissent comme des assistants complaisants, échouant à la fois à y résister et à la dénoncer », écrit le journaliste d'investigation Nick Davies.

« La facilité avec laquelle cette machinerie a pu faire son travail reflète une faiblesse structurelle rampante qui affecte désormais la production de nos informations ».

Mais attendez.

Si les grands médias – c'est-à-dire les médias grand public, les médias d'entreprise ou les médias de l'establishment – ne font que répéter ce qu'on leur donne à entendre, qui sont les maîtres d'œuvre au sein du gouvernement

responsables de cette propagande ?

Davies explique :

Le Pentagone a fait des « opérations d'information » sa cinquième « compétence essentielle », aux côtés des forces terrestres, navales, aériennes et spéciales. Depuis octobre 2006, chaque brigade, division et corps de l'armée américaine dispose de son propre élément « psyop » qui produit des informations pour les médias locaux. Cette activité militaire est liée à la campagne de « diplomatie publique » du département d'État, qui comprend le financement de stations de radio et de sites web d'information.

Ce recours à la propagande déguisée en journalisme est ce que le journaliste John Pilger appelle « le gouvernement invisible... le véritable pouvoir en place dans notre pays ».

Il est clair que nous n'avons plus de quatrième pouvoir.

Pas quand les « nouvelles » que nous recevons sont régulièrement fabriquées, manipulées et faites sur commande par des agents du gouvernement.

Pas lorsque six entreprises contrôlent 90 % des médias américains.

Pas quand, comme le déplore Davies, « les organes de presse qui auraient pu exposer la vérité faisaient eux-mêmes partie de l'abus, et ont donc gardé le silence, se livrant à une parodie comique de reportages erronés, cachant le scandale naissant à leurs lecteurs comme une nounou victorienne couvrant les yeux des enfants lors d'un accident dans la rue ».

Et non pas, comme je l'explique dans mon livre *Battlefield America : The War on the American People* et dans son pendant fictif *The Erik Blair Diaries*, lorsque les médias sont devenus les propagandistes de la fausse réalité créée par le gouvernement américain.

Après tout, comme le souligne Glenn Greenwald :

« Le terme de propagande semble mélodramatique et exagéré, mais une presse qui – par peur, par carriérisme ou par conviction – récite sans critique les fausses affirmations du gouvernement et les rapporte comme des faits, ou qui traite les élus avec une révérence réservée à la royauté, ne peut être décrite avec précision comme exerçant une autre fonction ».

Où cela nous mène-t-il ?

Que devons-nous – ou pouvons-nous – faire ?

Je terminerai par les avertissements et les conseils de John Pilger :

La véritable information, l'information subversive, reste le pouvoir le plus puissant qui soit– et je crois que nous ne devons pas tomber dans le piège de croire que les médias parlent au nom du public. Ce n'était pas le cas dans la Tchécoslovaquie stalinienne et ce n'est pas le cas aux États-Unis. Depuis que je suis journaliste, je n'ai jamais vu la conscience publique s'élever aussi rapidement qu'aujourd'hui... Pourtant, cette conscience publique critique croissante est d'autant plus remarquable si l'on considère l'ampleur de l'endoctrinement, la mythologie d'un mode de vie supérieur et l'état actuel de peur fabriquée.

[Le public a besoin de vérité, et les journalistes devraient être des agents de la vérité, et non des courtisans du pouvoir. Je crois qu'un cinquième pouvoir est possible, fruit d'un mouvement populaire, qui surveille, déconstruit et contrecarre les médias d'entreprise. Dans chaque université, dans chaque école des médias, dans chaque salle de rédaction, les professeurs de journalisme, les journalistes eux-mêmes doivent s'interroger sur le rôle qu'ils jouent actuellement dans l'effusion de sang au nom d'une fausse objectivité. Un tel mouvement au sein des médias pourrait annoncer une perestroïka d'un genre que nous n'avons jamais connu. Tout cela est possible. Les silences peuvent être brisés... Aux États-Unis, des esprits rebelles merveilleusement libres peuplent le web... Les meilleurs reportages... apparaissent sur le web... et les citoyens journalistes.

Le défi pour le reste d'entre nous est d'extraire ce savoir subjugué de la clandestinité et de l'apporter aux gens ordinaires. Nous devons nous hâter. La démocratie libérale se dirige vers une forme de dictature des entreprises.

Traduction du Rutherford Institute par Aube Digitale